



attac.scpo@gmail.com
<http://campus.attac.org/>

La crise globale, économique, sociale et écologique, s'approfondit. Dans ce contexte, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se réunit du 30 novembre au 2 décembre à Genève. Elle affiche l'ambition de trouver des solutions pour combattre cette crise car elle demeure persuadée que le libre-échange est la panacée.

Or, l'OMC sévit depuis 15 ans et a activement promu la marchandisation de la société. Déniant le droit à la souveraineté alimentaire, promouvant la libéralisation du commerce contre le développement autonome des peuples, encourageant la libéralisation des services publics, des marchés publics, allant dans le sens de la brevetabilité du vivant, l'OMC a développé un dogme, celui du libre-échange, au service d'intérêts privés et circonscrits, ceux des firmes transnationales.

Cette réunion ministérielle de l'OMC se tient deux semaines avant le sommet sur le climat à Copenhague. Il faut réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, faute de quoi la situation sera irrécupérable. La crise climatique aggrave également les inégalités entre les peuples, notamment à cause des risques alimentaires qu'elle fait peser sur beaucoup d'entre eux. Jamais les enjeux climatiques et sociaux n'ont été aussi inter-connectés. Mais, face aux nouvelles velléités de régulation et « d'entrave au commerce », l'OMC réaffirme que le marché et la concurrence peuvent résoudre la crise climatique.

Attac estime que le libre-échange ne saurait être la solution. Au contraire, la promotion des biens publics mondiaux, le rétablissement d'une hiérarchie des normes internationales remettant l'OMC à sa place, la domestication de la finance, l'imposition de taxes globales constituent les seules options sérieuses.



Conférence ministérielle de l'OMC à Genève /// **/// Sommet du Climat à Copenhague**

Du 30 novembre au 2 décembre, une conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Genève : une semaine avant le sommet sur le climat à Copenhague.

Le commerce et le climat sont liés. Dans ces deux domaines, la faillite des politiques suivies a des conséquences catastrophiques. Mais les dirigeants de nos Etats ne remettent rien en question !

Le « libre » échange de l'OMC : toujours la loi du plus fort !

Trente ans de politiques néolibérales et de mondialisation n'ont fait qu'accroître de manière intolérable les inégalités : misère et famine au Sud, chômage et précarité au Nord, inégalités entre hommes et femmes partout. Nous sommes précipité dans la plus grave crise économique depuis 1929.

L'OMC promet de nous en sortir... en poursuivant sur la même voie : la libéralisation du commerce mondial. Augmenter cette « libéralisation » des échanges durcirait la concurrence, éliminerait nombre de petites entreprises et exercerait une pression accrue sur l'emploi, les salaires et les conditions de travail, mais aussi sur les budgets publics et la sécurité sociale.

Par ailleurs, la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux va de pair avec la multiplication des entraves multiples à la libre circulation des personnes et avec la violation de leurs droits fondamentaux.

La libéralisation des marchés agricoles ne renforce que l'agro-business, appauvrit les petits paysans, empêche toute souveraineté alimentaire, et aggrave la crise alimentaire mondiale. Enfin, au nom de la concurrence, l'OMC justifie le démantèlement des services publics, ouvrant ainsi la porte à leur privatisation, ainsi que l'élimination des normes et règlements protégeant les salariés et plus généralement les populations.

Le climat victime du commerce mondialisé !

Les politiques de l'OMC ont aussi des conséquences les plus néfastes pour le climat. Elles induisent la faillite de paysans par millions au profit de l'agriculture industrialisée, alors que celle-ci – fortement dépendante des énergies fossiles – est une source majeure de l'effet de serre. Elles provoquent une défo-

restation criminelle des principales forêts tropicales, poumons de la planète et lieu de vie des communautés indigènes. Elles ont créé un réseau de production mondialisée, avec ses transports transnationaux, gros consommateurs d'énergie, dans le seul but de maximiser les profits, et au mépris de l'environnement et des salariés. Malheureusement, à Copenhague ce seront les mêmes dirigeants politiques, qui défendront les mêmes intérêts et qui « inventeront » les mêmes « solutions de marché », alors que leur faillite est patente partout. Douze ans après Kyoto, les émissions de gaz à effet de serre des pays développés sont plus importantes que jamais ! Nous ne pouvons pas leur faire confiance !

Le Titanic vous tente ? Nous pas !

Ni la crise économique et sociale, ni la crise alimentaire, ni la crise climatique ne seront résolues avec la logique qui les a créées.

Ce système économique actuel augmente partout l'injustice et la violence. De plus, aujourd'hui, nous sommes face à la nécessité - toujours plus urgente – de renoncer à l'absurdité d'une croissance sans fin sur une planète finie !

Mais les dirigeants des Etats ne cherchent pas sincèrement la sortie. Nous savons que nous pourrions vivre bien – et même mieux – tout en renonçant aux gaspillages insoutenables d'un système où le rendement du capital impose une croissance sans limite sous peine de faillite. Pour nos enfants et petits-enfants, les intérêts de la société et de l'environnement doivent primer sur le profit aveugle.

Des centaines de représentants de mouvements populaires du monde entier seront à Genève, puis ils se déplaceront en caravane, à travers la France et l'Allemagne, jusqu'à Copenhague, pour exiger un changement radical de cap !

Manifestation Internationale 29. Nov / 14h / Place Neuve / Genève
www.anti-omc2009.org